

Des centaines d'élus espagnols dénoncent l'apartheid israélien et prennent position en faveur de BDS

1er Décembre 2017 – Comité National Palestinien (BNC)

Des centaines d'élus.e.s de l'État espagnol approuvent publiquement la campagne BDS pour les droits des Palestiniens. Parmi eux des maires, des conseillers municipaux, des membres du parlement, des président.e.s de parlements régionaux et des membres du Parlement européen.

À l'occasion de la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien, plus de 350 représentant.e.s élu.e.s espagnol.e.s – maires, conseiller.e.s municipaux, parlementaires nationaux et régionaux, président.e.s de parlements régionaux et membres du parlement européen – ont publié une lettre ouverte en faveur des droits humains des Palestiniens. Ils ont dénoncé le racisme et la discrimination institutionnalisés d'Israël comme «apartheid» et ont exprimé leur soutien au mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) comme le seul instrument viable pour parvenir à une paix juste et durable pour le peuple palestinien.

Parmi ces représentant.e.s élu.e.s figurent des maires, des conseillers municipaux, des membres du Congrès, présidents de régions et des membres du Parlement Européen.

La liste complète des signataires est disponible [ici](#).

À ce jour, le parlement espagnol a affirmé que le droit de défendre les droits des Palestiniens par l'intermédiaire de

BDS est protégé par la liberté d'expression et d'association. Le Conseil municipal de Barcelone a voté pour mettre fin à la complicité des violations du droit international par Israël et plus de 80 institutions publiques se sont déclarées «zones franches d'apartheid», attachées au respect des droits humains et refusant la complicité des crimes israéliens contre le peuple palestinien.

Les militants BDS au sein de l'état espagnol considèrent cette importante démonstration de soutien de la part de responsables politiques comme un coup de pouce à leur campagne de solidarité pour les droits humains palestiniens.

Ana Sanchez du BNC palestinien a déclaré que "le Comité National Palestinien du BDS remercie chaleureusement la solidarité de principe et le respect véritable pour les droits humains exprimés par plus de 350 représentant.e.s élu.e.s de l'état espagnol. Nous les félicitons pour leur action visant à mettre fin à la complicité depuis des décennies de leur gouvernement et de leurs institutions à des crimes israéliens, dont le vol continuel de la terre palestinienne et la dépossession du peuple palestinien. Comme ils l'ont clairement fait savoir, mettre fin à la complicité de grave violations des droits humains est une obligation à la fois morale et légale dont les autres devraient s'inspirer."

Traduction française de l'original de la déclaration publique de plus de 350 représentant.e.s élu.e.s de l'état espagnol :

Pour une Palestine libre

De Xavier Domènech, Violeta Barba, Jose María González "Kichi," Rita Mestre, Xulio Ferreiro, et plus de 350 représentants élu.e.s de l'état espagnol*

Pour le soixante-dixième anniversaire de la Résolution 181 des Nations Unies, aussi connu sous le nom de Plan de Partition de la Palestine, nous, les soussigné.e.s représentant.e.s élu.e.s, avons écrit cette lettre pour la dignité, la justice

et l'égalité.

Depuis ce 29 Novembre 1947 jusqu'à aujourd'hui, le Conseil de Sécurité des Nations Unies, son Assemblée Générale et le Conseil des Droits Humains ont publié des centaines de résolutions exhortant au respect des droits humains et à la recherche d'une solution pour apporter une paix juste et durable en Palestine. Ces résolutions vont de la réaffirmation de 1948 du droit au retour [des réfugié.e.s palestinien.ne.s] par la Résolution 194 à la dernière résolution du Conseil de Sécurité en Décembre 2016, condamnant les colonies [illégales israéliennes] par la Résolution 2234.

Aucune de ces résolutions n'est respectée. Toutes les violations perdurent dans l'impunité.

Plus de sept décennies sont passées depuis le début de ce qu'on appelle la Nakba palestinienne. Un processus colonial de nettoyage ethnique et d'apartheid pour lequel, jusqu'à aujourd'hui, personne n'a jamais été tenu responsable devant le droit international. Les plus de sept millions de réfugié.e.s palestinien.ne.s qui ne peuvent pas retourner chez eux en sont la preuve. Ainsi que le million et demi de Palestiniens qui vivent comme des citoyen.ne.s israélien.ne.s de deuxième ou troisième zone, dans un régime de violence institutionnalisée renforcé par plus de 70 lois qui les discriminent directement. Le peuple palestinien en Cisjordanie et à Jérusalem Est attend toujours que justice soit rendue, sujet depuis 50 ans à une occupation militaire brutale durant laquelle la seule avancée visible aura été celle des colonies illégales qui dévorent chaque jour un peu plus leurs terres et leurs champs.

Particulièrement honteuse est la situation dans laquelle se trouvent plus de 2 millions de personnes vivant dans la Bande de Gaza, nombre d'entre elles réfugiées. Les Nations Unies affirment qu'en 2020 Gaza sera un territoire inhabitable à cause des conditions inhumaines dans lesquelles sa population

survit. La raison de cela ? Les organisations internationales de droits humains et l'ONU elle-même sont claires sur le sujet : le blocus illégal qu'Israël impose aux Palestiniens de Gaza depuis plus de 10 ans. La population de Gaza survit chaque jour avec moins d'eau potable, avec moins d'heures d'électricité, avec moins de médicaments et moins de ressources, mais avec une dignité et une résilience inépuisables. La vie à Gaza est une lutte quotidienne pour la survie.

Condamner l'occupation ne suffit pas. Condamner les attaques contre les populations civiles ne suffit pas. Comme avec le régime institutionnalisé de discrimination raciale de l'apartheid en Afrique du Sud, il est nécessaire de mettre fin à la complicité des gouvernements européens, des États-Unis et des puissances occidentales en maintenant un système d'injustice qui dure depuis trop longtemps. Des juristes et des universitaires de renom tels que John Dugard, Virginia Tilley et José Antonio Martín Pallín, magistrat émérite de la Cour Suprême, ont montré en de maintes occasions que la situation en Palestine constitue un régime d'apartheid. Agissons en conséquence.

Nous devons cesser d'armer Israël, cesser de reconnaître et de normaliser des relations avec un état qui se conduit de manière profondément anormale. Nous devons assumer nos responsabilités en tant qu'institutions publiques et refuser d'alimenter l'injustice. Refuser d'apporter un soutien matériel à des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité n'est pas seulement une obligation morale, ce n'est pas un acte de charité ou de solidarité, c'est une obligation légale. Richard Falk, un ancien rapporteur spécial de l'ONU, a récemment déclaré que la campagne Boycott, Désinvestissement et Sanctions menée par la société civile palestinienne « n'est pas seulement un instrument essentiel pour changer ces relations de pouvoir, c'est le seul instrument viable pour le moment. »

Faisons pencher la balance, non pas en faveur du pouvoir, mais de la justice. Assumons notre obligation en tant que représentant.e.s élu.e.s de promouvoir et garantir le respect des droits humains, ici, dans nos villes et villages, et en Palestine.

*Xavier Domènech est un membre du Congrès de Catalogne, Violeta Barba est la présidente du parlement d'Aragón, Jose María González "Kichi" est la maire de Cádiz, Rita Maestre est membre du conseil municipal de la ville de Madrid, Xulio Ferreiro est le maire de Coruña.

Le Comité National Palestinien pour le BDS (BNC) est la plus grande coalition de la société civile palestinienne. Il dirige et soutien le mouvement international de Boycott, Désinvestissement et Sanctions pour les droits des Palestinien.ne.s. Suivez nous sur Facebook et Twitter @BDSmovement.

Source: BDS Movement

Traduction: LGr